

J'arrive à me passionner passablement pour ce genre de problème, et cela pour une bonne raison. On ne peut pas dire aux gens de chez nous de ne rien faire. Peut-on dire aux assureurs de renoncer à leurs affaires? Le premier ministre a-t-il pu justifier la déclaration qu'il a formulée dans l'Ouest? Que fait l'agriculteur durant les six autres mois de l'année? Je lui demande: que fait l'assureur lorsqu'il ne vend pas d'assurance? Il lui faut environ deux minutes pour en vendre une et seulement deux heures pour rédiger le contrat. Vous parlez de production! Je connais des hommes qui sont dans les champs de cinq heures du matin à minuit durant la saison des grands travaux, et ce n'est pas le seul temps où j'ai fait de l'agriculture. Lorsque vient le moment, je dois aller chercher des semences. Je vous le dis...

M. Lind: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au député?

M. Korchinski: Ne vous énervez pas.

M. Lind: Puis-je poser une question au député?

M. Korchinski: Monsieur l'Orateur, voulez-vous donner un sucre au petit chien? Je dis que nous avons tout lieu de nous plaindre lorsqu'on nous ordonne de réduire notre production. Le gouvernement a-t-il jamais dit aux Québécois, qui ont produit 80 des 90 millions de livres de beurre excédentaire de notre pays, de limiter leur production? On a parlé d'une réduction de 10 millions d'acres mais il faut toujours envisager l'excédent de 150 millions.

Je connais les gens qui habitent la circonscription du député de Bruce (M. Whicher). J'y habitais moi-même. Laissez-moi proclamer au monde, à tous les Canadiens et à tous les députés que nous voudrions pouvoir acheter le tracteur qui ne coûte pas \$20,000, comme l'a laissé entendre le premier ministre (M. Trudeau), mais \$6,000 si on nous permettait d'acheter ceux que fabriquent le Japon, la Tchécoslovaquie, la Russie et d'autres pays. Nous pourrions peut-être nous permettre d'en acheter un, même à raison de un dollar le boisseau de blé. Je l'ignore mais, sapristi, on pourrait essayer.

Vous nous dites d'une part de réduire la production alimentaire et d'autre part de nous mettre à produire. Vous admettez, je crois, que quelque chose cloche. J'ai eu l'occasion de voyager assez loin sur notre planète pour constater qu'il y a des gens en Inde qui se débattent dans la boue des rizières pour subsister. S'il faut que ces gens-là se vautrent dans la boue, il y a forcément quelque chose qui cloche dans notre façon de voir les choses.

Des tracteurs devraient faire ce travail au lieu que des hommes peinent à pousser des bœufs et tout le reste, par des températures de 120 degrés. Il va falloir à tout prix développer de nouvelles idées.

Vous croyez peut-être que dans mon écœurement, je demande trop. Pensez-vous que je vais attendre que les États-Unis, ou les Français, s'emparent des marchés? Car c'est ce qu'ils font actuellement. Le Japon est prêt et maintenant l'Angleterre s'est engagée. Est-ce la politique que notre gouvernement va suivre? Le gouvernement a enjoint à l'industrie de la potasse de supprimer 40 p. 100 de sa production mais il demande aux cultivateurs de réduire la leur de 100 p. 100. Le gouvernement déclare non seulement aux cultivateurs, mais encore aux autres entrepreneurs qu'ils n'ont aucune chance de s'en sortir, qu'ils sont finis. S'il leur fallait obéir à cet ukase stupide que le gouvernement a évidemment signifié aux cultivateurs, si impossible que cela paraisse, ceux-ci n'auraient d'autre choix que de diversifier leur production.

J'ai dû scinder mes opérations en trois: j'avais laissé l'an dernier un tiers en jachère d'été, réservé un tiers pour les semailles éventuelles et le troisième tiers, je l'aurais de toute façon laissé en jachère cet été. Je le déclare au gouvernement, je vais prendre cet été l'argent qu'il m'offre pour la récolte que j'aurais pu semer et je ferai quand même mes semailles. J'ai un peu de bétail. Bien avant que ce gouvernement arrive au pouvoir, je savais que je devrais un jour faire de la culture polyvalente. C'est ce que nous avons tous fait; cependant, afin de nourrir le bétail, nous devons cultiver un peu d'avoine, d'orge, et aussi du blé pour avoir de la paille et le reste. Comment pourrai-je me les procurer si vous me déniez un quota? Je dois diversifier mes cultures mais le gouvernement n'a songé à aucune directive. Le ministre, dans son emballement, s'est jeté là-dedans tête baissée parce qu'il devait trouver coûte que coûte une solution. Il n'a consulté personne.

• (8.50 p.m.)

Lorsque j'ai dit l'autre jour à la Chambre que toutes les consultations étaient basées sur ce que pouvait faire la Commission du blé et répété qu'on adoptait trop de lois ici à la Chambre sans avoir la moindre idée de la manière de les appliquer, je ne me trompais pas car en tant que cultivateur, je serai parmi ceux qu'on sacrifiera sur cet autel. Le gouvernement n'a jamais consulté personne et n'a jamais donné au comité de l'agriculture l'occasion de le faire.

Je sais que certains membres du comité, comme par exemple le député de Bruce, par-